



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

lutte contre l'exclusion

Question écrite n° 47990

Texte de la question

M. Francis Hillmeyer attire l'attention de Mme la ministre déléguée à la lutte contre la précarité et l'exclusion sur l'aggravation tout à fait inquiétante de la pauvreté, voire de la misère, dans le Haut-Rhin : entre 1999 et 2003, alerte la cellule de coordination et d'appui aux onze centres d'hébergement et de réinsertion sociale du département, les demandes d'hébergement sont montées en flèche, passant de 1 459 à 2 362, avec une augmentation tout à fait dramatique du nombre d'enfants concernés, qui passe de 1 044 en 1999 à 2 027 en 2003, le phénomène ne faisant d'ailleurs qu'augmenter encore, jusqu'au 1er septembre de 2003 car le chômage croît encore de 24,1 % dans le Haut-Rhin, la conjoncture devenant chaque jour un peu plus difficile pour les plus pauvres et les RMistes. Aussi demande-t-il si des mesures ne devraient pas être prises pour aider les structures à faire face et les organisations de solidarité à pouvoir répondre avec plus de moyens à toute cette détresse et à cette dégradation sans précédent du tissu social.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a souhaité appeler l'attention de la ministre déléguée à l'intégration, à l'égalité des chances et à la lutte contre l'exclusion sur les mesures envisagées pour améliorer la situation financière des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Pour 2004, une mesure nouvelle de 8,92 millions d'euros, portant la dotation des CHRS à un montant de 437,31 millions d'euros au niveau national, a été inscrite en loi de finances initiale afin de revaloriser le budget des établissements. Après répartition des crédits, la dotation destinée aux CHRS s'est élevée à 10,38 millions d'euros pour la région Alsace, dont 5,52 millions d'euros pour le département du Haut-Rhin, comprenant l'extension en année pleine des mesures nouvelles obtenues en 2003. De plus, par décret d'avance en date du 14 juin 2004, 186 millions de crédits complémentaires ont été obtenus pour consolider l'ensemble du dispositif et 4 000 nouvelles places d'hébergement ont été créées. Afin de prendre en compte la situation des établissements du département du Haut-Rhin, une dotation complémentaire d'un montant de 0,08 million d'euros a été réservée aux CHRS de ce département. Par ailleurs les crédits dédiés à la lutte contre la précarité et l'exclusion n'ont fait l'objet d'aucune régulation budgétaire. Parallèlement, pour apporter des réponses simultanées et adaptées aux grands problèmes qui mettent en péril la cohésion sociale, le plan de cohésion sociale a été élaboré. Ce plan, composé de vingt programmes, témoigne de la volonté du Gouvernement de sortir de la seule réponse à l'urgence qui emprisonne les plus fragiles dans l'exclusion. Pour 2005, le financement des premières mesures du plan de cohésion sociale a été inscrit dans la loi de finances : il s'agit pour les CHRS de la création de 300 places nouvelles (soit 4 millions d'euros), de la transformation de 500 places d'urgence (soit 2,3 millions d'euros) et de l'actualisation des moyens à hauteur de 7,5 millions d'euros. 8 millions d'euros ont également été inscrits en loi de finances rectificative pour 2004. Par ailleurs, 1 000 places supplémentaires de maisons-relais et 2 000 places en centres d'accueil des demandeurs d'asile seront également créées cette année, pour ces dernières par transformation de places d'urgence. Enfin, une mission d'enquête IGAS/IGF a été missionnée cet été sur la problématique du financement des CHRS au plan national. Cette mission a pour but d'identifier et d'analyser les difficultés d'ordre financier que connaissent les CHRS, leurs causes et leurs conséquences. Au vu de ses

constatations, la mission doit faire toutes propositions permettant d'assurer, dans le respect de taux d'évolution de la dépense publique compatibles avec les impératifs budgétaires, la sécurité financière de ces établissements et le maintien d'une offre de réinsertion de qualité. Les conclusions du rapport de cette mission sont attendues pour le premier trimestre 2005.

Données clés

Auteur : [M. Francis Hillmeyer](#)

Circonscription : Haut-Rhin (6^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 47990

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : précarité et exclusion

Ministère attributaire : intégration, égalité des chances et lutte contre l'exclusion

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 octobre 2004, page 7714

Réponse publiée le : 8 mars 2005, page 2485